

# Haïti

## Une population naufragée



© Jane Evelyn Attwood, Haïti, 2004

### Informations presse :

Sylvain Trottier : 01 43 35 88 43, [strottier@actioncontrelafaim.org](mailto:strottier@actioncontrelafaim.org)

Elise Rodriguez, 01 43 35 88 42, [eliserodriguez@actioncontrelafaim.org](mailto:eliserodriguez@actioncontrelafaim.org)

Portable week-end et jours fériés : 06 70 01 58 34

# Sommaire

**Introduction -----p 4**

**I. Un panorama désastreux -----p 5**

**1. De nombreux indicateurs dans le rouge**

**2. Un pays en état de « déstructuration totale »**

- Des infrastructures en ruine
- Le secteur de l'eau : symptématique des infrastructures haïtiennes
- Quelles filières de production ?
  - Absence d'une réelle filière agricole structurée et extrême dépendance aux importations
  - Exemple : Une filière de production dévastée par la tempête Jeanne : les salines à Anse Rouge

**II. Des besoins de base non couverts ou l'extrême précarité d'une population oubliée -----p 8**

**1. Une situation alimentaire préoccupante : l'accès aux revenus**

- Exemple : l'Année 2004 aux Gonaïves : deux crises qui ont enfoncé un peu plus la population dans la précarité

**2. L'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement : une « urgence silencieuse »**

- Réhabilitation des réseaux d'approvisionnement en eau potable « Cacao » pour la ville de Port-de-Paix
- Exemple : Programme d'assainissement aux Gonaïves
- Amélioration des conditions d'hygiène aux Gonaïves

### **III. Une survie payée au prix fort : un pays et une population « abîmés » et vulnérables ----- p 11**

#### **1. Exode rural et bidonvilles**

#### **2. La survie au jour le jour : endettement et décapitalisation**

#### **3. Un pays sous perfusion : la dépendance vis à vis de l'aide internationale et de la diaspora**

#### **4. Une bombe écologique à retardement**

→ Exemple : 2005, curage des canaux aux Gonaïves : améliorer les conditions d'assainissement, prévenir une future catastrophe tout en générant des revenus

#### **5. Un équilibre qui ne tient qu'à un fil : extrême vulnérabilité aux crises**

#### **6. Une société en état de décomposition ?**

### **Annexes**

#### **1. Histoire d'Haïti en bref**

#### **2. Chiffres-clé et carte d'Haïti**

#### **3. Action contre la Faim en Haïti**

# Introduction

**Le 7 février débute en Haïti une période électorale cruciale pour ce pays de 8 millions d'habitants, deux ans après le départ de Jean-Bertrand Aristide.** Dans un climat d'insécurité croissant, le pays va successivement organiser ses élections présidentielles, législatives puis municipales et locales jusqu'à la fin du mois d'avril. Les autorités haïtiennes, accompagnées de la communauté internationale, ont rencontré les pires difficultés logistiques et matérielles pour organiser ces scrutins dont le début a déjà été repoussé quatre fois, illustrant l'état de délabrement du pays.

1<sup>ère</sup> république noire de l'histoire, après avoir conquis par les armes son indépendance en 1804, Haïti n'a connu durant 2 siècles qu'une succession de régimes autoritaires, de guerres civiles, d'occupations étrangères, de putschs, d'interventions des Nations Unies... 200 années d'espairs déçus. Au-delà de l'échéance qui se présente aux Haïtiens, Action contre la Faim -présente dans le pays depuis 1988- tient à remettre en avant la situation critique dans laquelle ils se sont enlisés.

Depuis des années, les Haïtiens survivent dans la plus grande misère. Ils se sont progressivement adaptés à des conditions de vie extrêmement difficiles. **Tous les indicateurs du pays sont dans le rouge** et Haïti est **aujourd'hui le pays le plus pauvre de l' « espace américain »** : environ 55% des Haïtiens sont au chômage et plus de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Laissées à l'abandon depuis des années par un Etat absent -manquant de capacité ou de continuité dans son action- **les infrastructures du pays sont en ruine**. En témoigne par exemple l'état de déliquescence des infrastructures en eau, en assainissement ou de la filière agricole haïtienne, ne permettant plus de nourrir la population. Cette situation a entre autres pour conséquences **une situation alimentaire critique** -principalement causée par l'absence de revenus pour bon nombre d'Haïtiens- et **un accès à l'eau potable largement insuffisant**. Action contre la Faim voit dans cette dernière donnée **une véritable « urgence silencieuse »** qui est en partie responsable de la mort de 30000 enfants par an.

Parallèlement, les Haïtiens ont développé des « stratégies de survie » qui ont malheureusement aggravé la situation du pays : **exode rural conduisant à une « explosion » des villes et des bidonvilles avec pour corollaire une véritable catastrophe sanitaire, endettement généralisé, dépendance forte à l'aide internationale et aux apports de la diaspora.** Le pays présente également le visage d'une « **bombe écologique à retardement** » due à une déforestation massive. Enfin, dans ce triste panorama, les Haïtiens, toujours sur la corde raide, se trouvent dans une extrême vulnérabilité face aux aléas climatiques ou politiques, comme l'ont montré les événements liés au départ du président Aristide ou le passage dévastateur de la tempête Jeanne en 2004.

**A l'heure où Haïti va à nouveau être au cœur de l'actualité, Action contre la Faim tient une nouvelle fois à alerter l'opinion sur la spirale infernale dans laquelle est enfermée la population haïtienne : état des lieux d'une « catastrophe en suspens ».**

# I. Un panorama désastreux

## 1. De nombreux indicateurs dans le rouge

Haïti présente à de nombreux égards le visage d'un pays qui aurait traversé plusieurs années d'une guerre civile violente et destructrice. Le pays le plus pauvre de l'espace « américain » a bien sûr traversé depuis 20 ans des épisodes violents. Haïti se classe au 153<sup>ème</sup> rang sur 175 pays derrière sa voisine la République Dominicaine (95<sup>ème</sup>) ou par exemple le Soudan (141<sup>ème</sup>) dans le classement 2005 du PNUD sur le développement humain<sup>1</sup>, avec plus de deux tiers de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté.

Le pays ne cesse de reculer et la litanie des indicateurs de développement donne le vertige :

- Espérance de vie : **53 ans** (PNUD, 2005)
- Taux de mortalité infantile : **98/1000** (PNUD, 2005)
- Taux d'analphabétisme adulte : **43,9%** (PNUD 2005)
- Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : **87/1000** (PNUD, 2005)
- Personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté : **70%** (PNUD, 2005)

Le taux de chômage s'établirait aujourd'hui à environ **55%** de la population adulte<sup>2</sup>, la majorité des Haïtiens travaillant dans l'agriculture de subsistance et les emplois urbains dits « informels » (petit commerce etc.).

## 2. Un pays en état de « déstructuration totale »

La 1<sup>ère</sup> république noire indépendante de l'histoire n'a guère connu depuis 2 siècles autre chose que des régimes autoritaires, guerres civiles, rébellions armées, occupations étrangères, ou interventions des Nations Unies. Depuis 1986 et la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier, le pays a connu rien moins que 4 coups d'Etat ou tentatives de coup d'Etat, une junte militaire et un embargo économique de 3 ans, une intervention militaire américaine, 2 missions de paix des Nations Unies (1995-1998 ; 2004- ?). Pendant que les assassinats politiques de tous bords se multipliaient et que l'insécurité généralisée gagnait du terrain, le pays et l'Etat haïtien se sont petit à petit et au fur et à mesure des années enfoncés dans la désorganisation la plus totale.

---

<sup>1</sup> L'indicateur de développement humain mesure le niveau atteint par un pays en terme d'espérance de vie, d'instruction et de revenu réel (<http://hdr.undp.org>). Les indicateurs comme le taux d'alphabétisation, l'espérance de vie, le taux de scolarisation et le PIB par habitant.

<sup>2</sup> Rapport national sur le Développement humain, 2005.

## Des infrastructures en ruine

Tout d'abord, le pays manque cruellement d'infrastructures de transport ce qui entrave grandement les échanges commerciaux intérieurs. De la même façon, une grande partie du pays n'est pas officiellement raccordée au réseau électrique national. Des années de sous-investissement dans ce secteur public essentiel ont poussé bon nombre de foyers haïtiens –quand ils le peuvent- à user de raccordements « pirates ». En 2001, 51% des Haïtiens n'avaient pas accès à l'électricité<sup>3</sup>. Pour ceux qui restent connectés au réseau de l'EDH (Electricité d'Haïti), ils n'ont de l'électricité que quelques heures par jour et la situation semble être loin de s'améliorer.

## Le secteur de l'eau : symptomatique des infrastructures haïtiennes

Il en va de même pour les infrastructures en eau et assainissement, laissées depuis des années quasiment à l'abandon par un Etat manquant de volonté ou de moyens selon les époques et régimes. En effet, l'entreprise chargée de la distribution de l'eau, SNEP<sup>4</sup>, se trouve aujourd'hui dans une situation exsangue. L'absence de régulation de la consommation, le gaspillage lié au fait que l'eau soit payée sous forme de redevances forfaitaires, la faiblesse des ressources financières publiques font écho à la mauvaise qualité du service fourni par l'opérateur : maintenance quasi-inexistante, rupture d'approvisionnement etc.

Sur les décombres du service public s'est développée une privatisation formelle ou informelle avec de nouveaux modes d'organisation et de distribution d'eau, notamment dans les zones urbaines comme les Gonaïves, Port de Paix etc. : vente au détail, livraison par camion citerne, revente au détail à partir de citernes ou de puits privés etc. Les populations les plus démunies -n'ayant pas accès aux réseaux publics- achètent l'eau à ces nouveaux « réseaux » privés à des tarifs qui vont jusqu'à 5 fois le tarif correspondant au secteur public.

La réforme du secteur de l'eau en Haïti – projet né dès 1995- est réapparue à l'agenda du gouvernement transitoire dès 2004. En attendant qu'elle se concrétise sur le

---

<sup>3</sup> Rapport Mondial sur le Développement du monde, ONU, 2001.

<sup>4</sup> Service Nationale de l'eau potable

terrain, une grande partie des Haïtiens ruraux n'ont qu'un accès limité à l'eau potable, tandis que les populations urbaines sont victimes d'un système inadéquat.

### Quelles filières de production ?

L'ancienne « perle des Antilles » présente une économie extrêmement moribonde, le secteur tertiaire et les services y sont rares pendant que l'industrie est quasi-inexistante.

#### ***Absence d'une réelle filière agricole structurée et extrême dépendance aux importations***

Les Haïtiens sont pour l'essentiel agriculteurs. Pourtant, le pays est extrêmement dépendant des importations puisque la production agricole nationale ne couvrirait que 50% des besoins alimentaires de la population<sup>5</sup>. Paradoxe saisissant : ce secteur emploie environ 66% de la population active mais ne représente que 27% du PIB<sup>6</sup>. Pourquoi cette faiblesse de la production agricole haïtienne ? D'abord, les cultivateurs haïtiens souffrent d'un sous-équipement dramatique. La plupart ne possèdent qu'une machette et une houe pour cultiver des terrains souvent exigus, selon une enquête du PNUD<sup>7</sup>. De même seulement 5% des exploitations possèderaient une charrue. Moins de 15% des cultivateurs utilisent des intrants agricoles modernes (fertilisants, pesticides, semences de qualité etc.). Enfin, ces petites exploitations agricoles souffrent d'un manque cruel de système d'irrigation –renforcé par la dégradation environnementale et ses conséquences sur le cycle de l'eau.

Tous ces facteurs cumulés à la nécessité impérieuse de se nourrir au jour le jour poussent de nombreux Haïtiens vers une agriculture uniquement vivrière. L'état des infrastructures de transports et l'absence d'organisation de la filière agricole – de la production à la commercialisation, ou à l'exportation- parachève la faiblesse de la production agricole haïtienne et l'inexistence d'une filière digne de ce nom.

---

<sup>5</sup> Données rapport du Cadre de Coopération Intérimaire

<sup>6</sup> Rapport spécial. Mission d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires en Haïti. 12 janvier 2005.

<sup>7</sup> « La société haïtienne d'aujourd'hui, un rapport sur le statut socio-économique d'Haïti ». 9 mai 2004. Pnud.

### ***Une filière de production dévastée par la tempête Jeanne : les salines à Anse Rouge***

La zone côtière de Anse Rouge est dépendante de deux activités principales : la pêche et les salines. Les **salines** représentent une **activité économique de grande importance** dans la région, tant par les **revenus** générés que par la **création d'emplois**. Tout d'abord, au niveau **macro-économique**, cette région peut être considérée comme la zone principale de production du pays, et par conséquent comme un fournisseur important de sel au niveau national. Ensuite, au niveau **micro-économique**, l'activité étant peu mécanisée, l'intensité en main d'œuvre est très élevée – selon une estimation, 20% de la population de la Commune tireraient des revenus de cette activité.

En 2004, Action contre la Faim a procédé à une **évaluation** de la sécurité alimentaire dans la commune de Anse Rouge, afin de mesurer les **conséquences immédiates** de la tempête tropicale Jeanne sur les conditions de vie des villageois et leur capacité à couvrir leurs besoins de base. Dans cette zone, dépendante de la production de sel et de poisson, les **outils de production** ont été très endommagés par la tempête : salines inondées, nasses et filets de pêche emportés par la mer. Les habitants ont vu alors leurs revenus diminuer voire disparaître, et ont du, pour beaucoup, trouver d'autres moyens de subsistance, migrer, ou recourir à une aide extérieure. En 2005, Action contre la Faim a donc lancé un programme de restauration des moyens de production dans les salines, à Anse Rouge, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire des familles. Le programme mis en place a permis la réhabilitation de nombreuses salines : 201 pompées et 177 curées. De nombreux bénéficiaires ont perçu un revenu en échange de leur participation, augmentant ainsi le pouvoir d'achat des familles et limitant la décapitalisation. Une fois les salines complètement réhabilitées, les producteurs de sel pourront à nouveau produire, vendre du sel, embaucher du personnel... redonnant vie à la filière de production.

## **II– Des besoins de base non couverts ou l'extrême précarité d'une population oubliée**

### **1. Une situation alimentaire préoccupante : l'accès aux revenus**

La situation alimentaire en Haïti demeure particulièrement préoccupante. Pourtant le problème alimentaire haïtien n'est pas à chercher du côté de la disponibilité de la nourriture. Les marchés locaux sont en règle générale bien achalandés. Mais les Haïtiens citadins les plus vulnérables souffrent d'un manque frappant de revenus et donc d'accès à une nourriture en quantité et en qualité suffisante. En Haïti, 70% de la population serait au chômage. Ainsi, une enquête menée dans certains quartiers vulnérables des Gonaïves montrait que les ménages interrogés consacraient en moyenne plus de 60% de leur revenu à l'achat de nourriture et que plus d'un quart des familles ne consommaient qu'un repas par jour, fait de riz-poix (appelé *arlequin*) ou de maïs moulu. Le reste de leur budget était consacré à la scolarité des enfants quand elle est possible, à des produits d'hygiène, à du combustible de cuisson mais aussi à rembourser les dettes.

Les Haïtiens vivent au jour le jour, toujours sur le fil du rasoir, et les crises politiques et climatiques qui les guettent peuvent rapidement les faire sombrer dans une situation alimentaire préoccupante.

La malnutrition aiguë est relativement rare en Haïti. Mais elle est remplacée par un mal plus insidieux : la malnutrition chronique. Celle-ci est due entre autre à une alimentation insuffisante et déséquilibrée, et à des carences en vitamines ou en micronutriments. Elle a pour conséquence des retards de croissance ou des séquelles sur le développement intellectuel.

## ***L'Année 2004 aux Gonaïves : 2 crises qui ont enfoncé un peu plus la population dans la précarité***

Le 29 février 2004, le départ du président Aristide met fin à plus de 3 mois de troubles dans le pays et notamment aux Gonaïves d'où est partie la « fronde » anti-Aristide. Très rapidement, la ville étant en partie coupée du reste du pays, les prix montent et les denrées deviennent très difficiles d'accès pour les plus vulnérables. C'est pourquoi Action contre la Faim, bien implantée « historiquement » dans la ville décide de mettre en place un programme de cantines dans lequel sont distribués chaque jour des milliers de repas chauds aux enfants des familles les plus vulnérables avec 2 objectifs : prévenir la malnutrition mais aussi atténuer le poids économique de la nourriture sur le budget de ces familles, et ainsi, réduire l'endettement, leur permettre de continuer à scolariser leurs enfants, acheter des produits d'hygiène etc.

Cette opération a dû être renouvelée suite au passage de la tempête Jeanne, quelques mois après, quand les acteurs humanitaires ayant intervenu dans la phase d'urgence se sont retirés.

## **2. L'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement : une « urgence silencieuse »**

Les infrastructures en eau et assainissement d'Haïti sont pour une large part déficientes, notamment en zone urbaine. En 2005, l'Unicef estime à 45% le pourcentage de la population haïtienne ayant accès à l'eau potable. Ceci conjugué à une forte croissance démographique et à un très fort exode rural, les installations existantes (points d'eau, pompes, canaux de drainages, latrines etc.) sont souvent sur-sollicitées et -en l'absence d'entretien- souvent dans un état déplorable. Action contre la Faim a très fortement renforcé sa présence sur les villes de Port-de-Paix et des Gonaïves depuis le début de l'année 2004, et par la même occasion son analyse de la situation en « eau et assainissement ». L'accès à l'eau potable en Haïti doit être considéré aujourd'hui comme un problème de « santé publique » qui couve une véritable « urgence silencieuse ».

Tout d'abord, les maladies liées à l'eau -comme les diarrhées- ont une forte part de responsabilité dans le taux de mortalité infantile très élevé du pays<sup>8</sup>. 30000 enfants haïtiens meurent chaque année avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans et on peut attribuer environ 20% de ces décès aux diarrhées<sup>9</sup>. Ce qui signifie que près de 8000 enfants meurent des suites de maladies diarrhéiques par an. Ces maladies sont dues à des

<sup>8</sup> « Une vision commune du développement humain durable – objectif du millénaire pour le développement, Rapport National 2004 ». Gouvernement d'Haïti et les Nations Unies en Haïti.

<sup>9</sup> Pour preuve, 2 enquêtes réalisées par les équipes d'Action contre la Faim. A Port de Paix, à l'automne 2004, 43% des ménages interrogés rapportaient au moins un cas de diarrhées chez un enfant du foyer dans les 15 jours précédents. Au Gonaïves, les résultats montraient un chiffre de 63%.

problèmes alimentaires mais souvent à un accès insuffisant à l'eau potable, dû aux canalisations non entretenues, aux points d'eau laissés à l'abandon, etc.

***Réhabilitation des réseaux d'approvisionnement en eau potable « Cacao » pour la ville de Port-de-Paix***

En octobre 2004, Action contre la Faim a mis en place un programme visant à **rétablir et améliorer l'accès à l'eau potable pour les populations des quartiers à l'est et au centre de la ville de Port-de-Paix**. 37 points d'eau (bornes-fontaines ou kiosques) ont été construits ou réhabilités, ce qui a facilité l'accès quotidien à l'eau potable à plus de **40,000 personnes**. En effet, de nombreuses familles, d'une grande vulnérabilité économique et habitant près de points d'eau non fonctionnels, ne pouvaient s'offrir une connexion privée, au coût élevé. D'autre part, les foyers déjà détenteurs d'une connexion privée ont également bénéficié de l'amélioration apportée sur le réseau puisqu'ils disposent maintenant d'une plus grande régularité dans la disponibilité en eau. Afin de potentialiser les bénéfices de ce programme, nos équipes ont formé des comités de gestion de l'eau, et leur ont remis les outils nécessaires à l'entretien des points d'eau. Ce projet de réhabilitation du réseau d'eau à Port de Paix a par la suite été complété par un volet latrines en fin 2005, au cours duquel 77 latrines ont été construites.

Les infrastructures sanitaires de base manquent aussi cruellement. Aux Gonaïves, cas exacerbé mais représentatif du pays, seul 30% des foyers seraient équipés de latrines. Enfin, les pratiques hygiéniques de base sont souvent inappropriées, soit par méconnaissance, soit à cause de la grande vulnérabilité économique des ménages qui les empêche d'acheter régulièrement des produits d'hygiène.

### ***Amélioration des conditions d'hygiène aux Gonaïves***

**Action contre la Faim a mis en place en avril 2005 un programme d'assainissement dans deux quartiers des Gonaïves (Praville et Brétagne),** pour remplacer le grand nombre d'infrastructures sanitaires de base sévèrement endommagées ou détruites par la tempête Jeanne. L'objectif était de réduire les risques sanitaires auxquels était exposée la population des quartiers les plus vulnérables, en construisant des latrines familiales et en améliorant la connaissance liée aux pratiques d'hygiène au sein des foyers. **Les zones d'intervention ont été identifiées en fonction de la prévalence de maladies diarrhéiques et de la couverture en infrastructures sanitaires de base.** Une enquête de terrain préalable a révélé des taux de couverture en latrines utilisables très faibles (43% et de 38%), conjugués à un taux très élevé de diarrhées infantiles : 63% des familles avec un enfant de moins de cinq ans rapportaient au moins un cas de diarrhée infantile au cours des 15 derniers jours.

Puis, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les familles utilisatrices des latrines construites par Action contre la Faim étaient invitées à participer à une séance de promotion de l'hygiène.

Ces séances, aussi interactives que possible, ont rassemblé en tout **plus de 780 personnes**, et chaque famille bénéficiaire a reçu un kit d'hygiène constitué d'un seau, d'une barre de savon, d'une serviette et de détergent/savon liquide

## **III – Une survie payée au prix fort : un pays et une population « abîmés » et vulnérables**

Une grande partie des Haïtiens les plus vulnérables vit au jour le jour et survit uniquement grâce à une « économie de la débrouille » et ce qu'on pourrait appeler des « stratégies de survie ». Mais ces stratégies ont souvent à plus long terme un impact extrêmement négatif.

### **1. Exode rural et bidonvilles**

Depuis des décennies, de nombreux Haïtiens ont choisi de migrer en quittant les campagnes où le manque d'infrastructures et l'absence d'une réelle filière agricole les empêchent de faire autrement que survivre. Ainsi, les principales villes du pays ont connu une véritable « explosion ». Le pays connaît depuis plusieurs décennies un exode

rural massif (par exemple, la population urbaine des Gonaïves aurait vu sa population multipliée par 4 au cours des 20 dernières années et les bidonvilles de cette ville connaissent une croissance annuelle de 17,6%<sup>10</sup>.

Les migrants s'installent dans un habitat précaire (maisons en torchis ou en matériaux mixtes tels que le bois, les tôles d'acier et divers matériaux de récupération) et sont ainsi en proie à une extrême vulnérabilité aux catastrophes naturelles par exemple. Evidemment, cette augmentation de la population dans les zones urbaines les plus pauvres a un effet mécanique sur l'accès aux revenus et donc à l'alimentation. De même, dans ces zones urbaines en constante croissance, et en absence depuis des années de réelle politique sur ce sujet, les canaux de drainage, les infrastructures d'évacuation des eaux ou les systèmes de ramassage des ordures sont quasiment laissés à l'abandon. Les bidonvilles haïtiens connaissent des conditions d'assainissement catastrophiques.

## **2. La survie au jour le jour : endettement et décapitalisation**

Dans ces quartiers « informels », les populations les plus en difficulté vivent grâce à toute une panoplie d'emplois informels. Ainsi, ils sont nombreux à vivre du « brase » (petit commerce) en l'absence d'opportunité d'emplois rémunérés.

De plus, de nombreux Haïtiens se trouvent pris dans la spirale infernale de l'endettement, qui entraîne une décapitalisation (vente d'une partie des biens) afin de faire vivre le foyer, de payer des frais scolaires...

Cette situation condamne ces populations à l'extrême précarité, toujours à la limite de la rupture. Ainsi, à l'automne 2005, une enquête de sécurité alimentaire dans les quartiers des Gonaïves, montraient que de nombreux Haïtiens –qui avaient dû, suite au passage de la tempête Jeanne, s'endetter lourdement pour survivre- n'avaient toujours pas pu rembourser leurs dettes : plus d'un an après, plus de 80% des familles interviewées avaient des dettes à rembourser. Toujours d'après cette enquête, les « petits commerçants » s'approvisionnaient auprès de grossistes qui leur faisaient crédit. La tempête Jeanne emporta tout leur stock et les empêcha pour longtemps de rembourser leurs dettes, les enfonçant un peu plus dans l'endettement.

---

<sup>10</sup> Rapport national sur le développement humain, Haïti. 2005

### **3. Un pays sous perfusion : la dépendance vis à vis de l'aide internationale et de la diaspora**

L'argent envoyé par la diaspora haïtienne et l'aide internationale constituent d'importantes sources de financement pour Haïti. L'émigration joue un rôle crucial dans la survie de nombreuses familles. On estime à environ 2 millions de personnes la diaspora haïtienne de République Dominicaine, des Etats-Unis, du Canada ou de France. Cette diaspora, à elle seule, fournissait environ 20% du PIB du pays (650 millions de \$)<sup>11</sup> en 2000. Cette émigration massive, débutée sous la présidence de François Duvalier, continue encore aujourd'hui. L'inertie dans laquelle est plongé le pays pousse une grande partie des Haïtiens à fuir, désir qui se renforce à chaque nouvelle catastrophe. Malheureusement, ce phénomène migratoire – au fur et à mesure de son histoire – touche de plus en plus les élites, privant le pays de cadres compétents à même d'administrer le pays, de générer des activités etc.

Dans la situation que connaissent les Haïtiens, l'aide internationale est souvent la seule et l'ultime solution. Cette aide est d'ailleurs une source de financement structurelle pour Haïti. Plus de 2,5 milliards de dollars auraient été versés au pays entre 1994 et 2000<sup>12</sup>. Malheureusement, cette aide, souvent bilatérale, ne parvient pas vraiment aux Haïtiens les plus vulnérables. Elle est d'abord censée financer des infrastructures (routes etc.) sur des projets indispensables mais extrêmement longs et coûteux. Pourtant, malgré une certaine volonté affichée, l'Etat haïtien semble depuis de nombreuses années manquer de capacités administratives pour gérer une telle manne. De plus, la corruption endémique et une gouvernance défailante la fait s'évaporer en partie.

Même si dans ces conditions d'extrême misère et en l'absence de politique nationale cohérente et structurée, l'aide internationale est souvent la solution privilégiée, on peut déplorer le fait que cette dépendance à l'aide ait généré au fil du temps une sorte de fatalisme et une logique d'assistance dommageables chez les Haïtiens. C'est pourquoi Action contre la Faim tente depuis plusieurs années de mettre en place des programmes impliquant et mobilisant le plus possible les communautés autour des projets d'aide. Ceci dans le but de pérenniser l'action, en transmettant des connaissances et des compétences. Ce fut le cas lors de la réhabilitation du réseau d'eau de Port-de-Paix, de Saint-Louis du Nord et de l'île de la Tortue où les équipes d'Action contre la Faim

---

<sup>11</sup> Rapport National sur le développement humain, Haïti, 2003

<sup>12</sup> Rapport national sur le développement humain, Haïti. 2005

travaillaient en étroite collaboration avec l'administration locale et des « comités d'eau », montés pour l'occasion avec des Haïtiens formés.

#### **4. Une bombe écologique à retardement**

Haïti présente les caractéristiques d'une véritable catastrophe écologique. Chiffre frappant : il ne restait plus en 2004 que 1,5% de la couverture forestière originelle haïtienne contre 15% en 1970<sup>13</sup>.

L'explosion démographique et la division des terres qui, de génération en génération, a abouti à des propriétés de plus en plus petites, ont entraîné cette déforestation. Les Haïtiens ruraux déboisent pour gagner des surfaces cultivables mais aussi pour fournir du bois de chauffe (combustible de cuisson utilisé par 95% de la population). Ce phénomène, qui existe depuis des décennies<sup>14</sup>, s'est accéléré durant l'embargo international de 1991 à 1994, après le coup d'Etat militaire, puis prolongé pour la survie de la population.

Les premières conséquences sont une érosion accélérée, un appauvrissement des sols cultivables ainsi qu'une perturbation importante du cycle de l'eau. De plus, Haïti offre dans certaines régions un visage lunaire fait de « monts pelées ».

Mais en premier lieu, il expose les populations vivant en contrebas de ces « monts pelés », aux colères de la météo durant la saison cyclonique (de mai à novembre). Ainsi, en septembre 2004, lorsque la tempête tropicale Jeanne trouve Haïti sur sa route, l'eau se déverse sans obstacle le long des flancs de collines, arrache la terre pour se transformer en véritables torrents de boue qui envahissent la ville des Gonaïves. Là, l'absence d'entretien des canaux de drainages ne permet plus à cette boue de s'évacuer. Ce déferlement dévaste la ville, surtout les quartiers de bidonvilles, faisant plus de 3000 morts, et des dizaines de milliers de sans-abri. En mai de la même année, les localités de Fond Vérette et de Mapou ont été littéralement rayées de la carte lors de pluies diluviennes qui ont provoqué la mort de 1200 personnes.

---

<sup>13</sup> « Une nouvelle chance pour Haïti », rapport International Crisis Group, 18 novembre 2004.

<sup>14</sup> Il est à noter que cette dynamique avait été initiée dès les 19<sup>ème</sup> siècle par les commerçants qui firent du bois le 2<sup>ème</sup> poste d'exportation de l'île.

**2005 : curage des canaux aux Gonaïves : améliorer les conditions d'assainissement, prévenir une future catastrophe tout en générant des revenus**

En 2005, Action contre la Faim mettait en place un programme de curage des canaux des Gonaïves sur le mode du « cash for work ». Ce programme avait des objectifs multiples. Il s'agissait entre autres de remettre en état des canaux bouchés, remplis d'immondices et débordant à la moindre pluie, mettant en danger la population lors de la saison cyclonique. Les habitants des Gonaïves avaient bien évidemment conscience du problème mais ne disposaient pas du matériel nécessaire (pelles, brouettes etc.). L'autre objectif était la génération de revenus, qui permettait à la fois aux familles d'améliorer leur situation alimentaire, financière, sanitaire...et de relancer l'économie de la zone en augmentant leur pouvoir d'achat. Au total, 840 personnes et leur famille ont bénéficié directement de ce programme. D'après une évaluation réalisée par la suite, plus de 80% d'entre eux ont vu leur situation alimentaire améliorée lors du travail sur le canal, et les revenus ont permis à la plupart des bénéficiaires de régler au moins une partie de leurs dettes. En effet, très rares sont ceux qui n'avaient pas de dettes avant le travail sur le canal. Enfin, les canaux curés semblent avoir empêché les traditionnelles inondations de la période cyclonique dans les quartiers concernés

Souvent en Haïti, les problèmes environnementaux (assainissement, explosion urbaine, bidonvilles) s'ajoutent aux risques climatiques et peuvent rapidement provoquer une crise humanitaire aiguë.

## **5. Un équilibre qui ne tient qu'à un fil : extrême vulnérabilité aux crises**

Aux vues de l'état des infrastructures de transport, de la dépendance agricole et alimentaire des Haïtiens, n'importe quelle rupture d'approvisionnement d'un centre urbain comme les Gonaïves place rapidement ses habitants dans une extrême vulnérabilité alimentaire.

Ce fut le cas en février 2004 au moment du départ, plus que mouvementé, du président Aristide et en septembre 2004, lors du passage de la tempête Jeanne. Dans le premier cas, l'insécurité et l'état de guerre civile dans lequel était plongé le pays, fit monter les prix des denrées de première nécessité de manière exponentielle, rendant l'accès à la nourriture extrêmement problématique pour les plus pauvres. C'est l'une des

raisons pour lesquelles Action contre la Faim mit en place un programme de cantines dans les bas-quartiers des Gonaïves.

Lors du passage de la tempête Jeanne, en plus d'une rupture d'approvisionnement, la boue et l'eau emportèrent les maigres stocks et biens des habitants des bidonvilles. Chaque crise vient enfoncer un peu plus les Haïtiens dans l'endettement et la misère.

## **6. Une société en état de décomposition ?**

Les Haïtiens, réputés pour leur individualisme (au sens du refus du pouvoir et de l'oppression) tanguent désespérément entre révolte et fatalisme. La nécessité de survivre au jour le jour, le chaos et les manœuvres politiques, l'absence totale de structures étatiques ont entraîné l'explosion de **l'économie informelle, de la corruption et de l'insécurité**. L'échec de l'Etat et les difficultés économiques ont abouti à des **phénomènes de « repli sur soi »** pendant que –nouveau paradoxe- le pays bénéficie d'un bon tissu associatif. La population haïtienne semble avoir perdu toute confiance dans ses capacités.

# Conclusion

Les Haïtiens ne savent plus à quel vaudou se vouer. Le pays s'enfonce désespérément dans le chaos, alors que depuis des années, aucune solution durable ne semble émerger pour soulager les maux de toute une population. La population a véritablement besoin d'aide dans de nombreux domaines. Le pays souffre des conséquences de décennies d'abandon, qui le laisse extrêmement dépendant de l'extérieur, des importations agricoles, de la diaspora ou de l'aide internationale. Le pays est défiguré, la population épuisée. A chaque saison cyclonique, on espère que l'île ne se trouvera pas sur le chemin d'un cyclone ou d'une tempête tropicale, qui causeraient des dégâts humains ou matériels sans commune mesure avec les pays voisins.

L'aide internationale parvient massivement en Haïti depuis maintenant plus de 20 ans. Malheureusement, il semble que la population soit prise dans une logique d'assistance dommageable. Les Haïtiens ont besoin d'abord d'être mobilisés, et ré-impliqués plus fortement dans l'avenir de leur pays, notamment dans les différents projets d'aide mis en œuvre par les Institutions Internationales, ou les Organisations non Gouvernementales.

Les élections qui se profilent, outre l'aboutissement d'une difficile période de transition qu'elles représentent, doivent être un nouveau départ. Parallèlement à l'indispensable renforcement des capacités de l'Etat haïtien, Action contre la Faim souhaite la continuation de l'engagement de la communauté internationale auprès des acteurs humanitaires. Des projets adaptés, une implication plus forte, et une meilleure gestion de l'aide internationale sont les voies à suivre pour aider Haïti et ses habitants à sortir de ce cercle infernal et leur donner de nouvelles perspectives d'avenir.

# **ANNEXES**

## Histoire d'Haïti en bref

1492 - Christophe Colomb découvre Haïti, prend possession de l'île et la baptise Hispaniola. Haïti est alors peuplée d'Indiens Taïnos (ou Arawaks).

**1503** - Les premiers esclaves noirs sont implantés en Haïti. Dans les années qui suivent les Indiens Taïnos (ou Arawaks) sont décimés.

**1697** - Le roi de France, Louis XIV, se fait céder la partie occidentale de l'île d'Hispaniola (traité de Ryswick). Les colons français commencent à s'installer.

**1804** - Indépendance d'Haïti après la victoire des anciens esclaves sur les troupes françaises (1er janvier) après plus de 200 ans de dominations de colonisation.

**1825** - Le roi de France, Charles X, reconnaît la souveraineté d'Haïti en échange du versement de 150 millions de francs or. Ce tribut sera ramené à 60 millions, mais Haïti mettra plusieurs décennies pour « rembourser ».

**1915-1934** - Occupation d'Haïti par les troupes américaines.

**1957** - Le docteur François Duvalier, dit « Papa Doc », s'empare du pouvoir avec l'appui de l'armée.

**1964** - François Duvalier se proclame président à vie. Début de l'exode des Haïtiens à partir des années 60.

**1971** - Jean-Claude Duvalier, dit « Baby Doc », devient président à vie à l'âge de 19 ans, à la mort de son père.

**1986** - Jean-Claude Duvalier est chassé du pouvoir par des manifestations populaires (7 février) et se réfugie en France.

**1986 – 1990** : succession de gouvernements militaires

**déc 1990** - Jean-Bertrand Aristide, le « curé des bidonvilles », est élu président avec près de 70 %.

**Sept 1991** – Aristide est renversé par une junte militaire dirigée par Raoul Cédras. Aristide s'exile aux États-Unis.

**Oct 1991** - L'organisation des États d'Amérique puis les États-Unis décrètent un embargo.

**1992** - La situation économique ne cesse de se dégrader.

**oct 1994** - Débarquement des troupes américaines qui rétablissent le président Aristide dans ses fonctions. Levée des sanctions économiques.

**Nov 1994** – Retour d'Aristide

**Déc 1995** - Fin du mandat d'Aristide ; élections présidentielles et victoire de René Préal (proche d'Aristide)

**2000** – Elections contestées, victoire d'Aristide

**2003** – recrudescence des violences. Montée de l'opposition à Aristide. Manifestations, répression, affrontements etc. dans les principales villes du pays, et notamment les Gonaïves.

**Février 2004** – après une longue période de troubles, des rebelles armés s'emparent des Gonaïves, le soulèvement s'étend, les rebelles s'emparent de Cap Haïtien, et sous la pression des USA et de la France, Aristide quitte le pouvoir. Gouvernement intérimaire mis en place (Boniface Alexandre président et Gérard Latortue premier Ministre). L'ONU vote la création de la Minustha (force des Nations Unies). La communauté internationale et le gouvernement mettent en place le Cadre de Coopération intérimaire.

**2005** : des élections (municipales, législatives, présidentielles) sont prévues mais ne cessent d'être reculées devant les problèmes matériels et logistiques. Dans le même temps, montée en flèche de la violence, rapt, assassinats, notamment à Port au Prince. La MINUSTAH est fortement contestée.

## Chiffres-clé

**Population** : 8.6 millions d'habitants

**Superficie** : 27 750 km<sup>2</sup>

**Indice de Développement Humain** : 153<sup>e</sup> (sur 175)

**Espérance de vie** : 56.2 ans

**Mortalité infantile** : 98‰

**Mortalité infantile (moins de 5 ans)** : 87‰

**RNB/hab** : 390 \$ US (UNICEF 2004)

**Taux de chômage** : 70% des adultes

**Personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté** : 55%

**Taux d'illettrisme** : 43.9% des adultes

**Personnes ayant accès à l'eau potable** : 49.7%

**Personnes ayant accès à l'électricité** : 51% (en 2001)

Sources : Rapport du PNUD 2005

## Haïti



## Action contre la Faim en Haïti

**Début de la mission** : depuis 1982, Action contre la Faim est intervenue dans différentes zones dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement et de la sécurité alimentaire.

**Lieux d'intervention** : Zone Nord-Ouest : Port de Paix, Ile de la Tortue, Saint Louis du Nord  
Zone Artibonite : Gonaïves, Anse Rouge  
Zone Grand Anse : Jérémie

Depuis 2 ans, l'association a mis en place des programmes d'urgence et de réhabilitation dans les zones d'intervention, dans les domaines suivants :

- **Eau et assainissement** : *approvisionnement d'urgence en eau potable à Port de Paix suite à des inondations fin 2003, réhabilitation du réseau d'eau, séances de promotion à l'hygiène en lien avec des comités d'eau à Port de Paix, Saint Louis du Nord, île de la Tortue ; réhabilitation et construction de puits, pompes manuelles à Jérémie ; latrines et curage rémunéré des canaux (cash for work) aux Gonaïves dans le but de prévenir une future catastrophe et de donner un revenu à des ménages.*

- **Sécurité alimentaire** : *distributions alimentaires d'urgence dans des « cantines » aux Gonaïves après le départ de J.B Aristide puis suite au passage de la tempête Jeanne, en lien avec des comités de quartiers ; réhabilitation rémunérée de salines dévastés par la tempête Jeanne à Anse Rouge (cash for work) dans le but de réhabiliter un appareil de production et de générer des revenus.*